

409LM 2/35

SOCIÉTÉ  
NATIONALE  
*des*  
CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS  
V

INSTRUCTION GÉNÉRALE

VB 62 <sup>a</sup>

N° I

Paris, le 23 février 1971.

Le présent tirage annule et remplace celui du 25 juin 1946 (1)

PASSAGES A NIVEAU  
\_\_\_\_\_

CRÉATION  
DE

PASSAGES A NIVEAU  
PRIVÉS  
\_\_\_\_\_

DISTRIBUTION	
VB	—
	1
10 - 13	
20 - 25	
31 - 32	
41 - 41 bis	
	51

◆ (1) La présente instruction a été rééditée pour tenir compte notamment :  
a) des dispositions applicables pour la transformation des P.N. publics en P.N. privés, le modèle de la convention à établir faisant l'objet de la nouvelle Annexe 2 ;  
b) des nouvelles formalités concernant la procédure, les redevances et la fiscalité.





## Sommaire

		Pages
	<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>GÉNÉRALITÉS</b>	Art. 1 — Objet .. .. .	1
	Art. 2 — Définition d'un P.N. privé .. .. .	1
	Art. 3 — P.N. avec barrières ou portillons .. .. .	1
	Art. 4 — P.N. sans barrières ni portillons .. .. .	1
	<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>CONDITIONS DE CONCESSION</b>	Art. 5 — Situation des lieux et intérêt .. .. .	2
	Art. 6 — Travaux à réaliser et dépenses correspondantes .. .. .	2
	Art. 7 — Entretien des installations .. .. .	2
	Art. 8 — Gardiennage .. .. .	3
	Art. 9 — Redevances .. .. .	3
	<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>PROCÉDURE</b>	Art. 10 — Dossier à établir .. .. .	3
	Art. 11 — Classement du P.N. .. .. .	3
	Art. 12 — Régularisation de la Convention .. .. .	3
	<b>■</b>	
<b>ANNEXES</b>	1 — Convention relative à la création d'un P.N. privé .. .. .	5
	2 — Convention relative à la transformation d'un P.N. public en P.N. privé ..	7
	3 — Demande de création d'un P.N. privé .. .. .	9
	4 — Etat des autorisations accordées à titre provisoire pendant le semestre ..	11

Paris, le 23 février 1971.

PASSAGES A NIVEAU  
CRÉATION DE PASSAGES A NIVEAU PRIVÉS

CHAPITRE 1

GÉNÉRALITÉS

**article 1 ◆ Objet.**

La présente Instruction générale a pour objet de définir la procédure et les conditions de concession des P.N. privés.

**article 2 ◆ Définition d'un P.N. privé.**

On appelle P.N. privé, tout P.N. desservant exclusivement une ou plusieurs propriétés privées et dont l'utilisation est réservée à un nombre limité d'usagers. Un P.N. privé peut résulter, soit de sa création à la demande d'un particulier ou d'une collectivité, soit de la transformation d'un P.N. public. Un P.N. privé doit être uniquement utilisé par le concessionnaire ou ses préposés à leurs risques et périls, sans surveillance spéciale de la part de la S.N.C.F. Il peut permettre le passage des voitures ou être réservé aux piétons.

**article 3 ◆ P.N. avec barrières ou portillons.**

En principe, tout P.N. privé, pour voitures ou pour piétons, doit être muni de barrières ou de portillons normalement fermés à clé par le concessionnaire et manœuvrés par lui sous sa seule responsabilité.

Lorsque l'importance du trafic routier sur le P.N. le justifie, le concessionnaire peut être tenu d'y faire assurer le gardiennage des barrières. Même dans ce cas, le concessionnaire demeure seul responsable de la fermeture des barrières et ne peut prétendre à aucun recours contre la S.N.C.F., pour tout accident qui pourrait arriver, soit par suite de défaut de fermeture, soit par suite de la manœuvre des barrières ou de l'usage du passage à niveau.

**article 4 ◆ P.N. sans barrières ni portillons.**

L'établissement d'un P.N. privé, pour voitures ou pour piétons, sans barrières ni portillons, peut être envisagé mais seulement sur les lignes non parcourues par des trains de voyageurs, lorsque ledit P.N. n'est susceptible d'être utilisé que par le concessionnaire, à l'exclusion du public.



## CHAPITRE 2

### CONDITIONS DE CONCESSION

#### **article 5 ◆ Situation des lieux et intérêt.**

Pour l'examen d'une demande de concession d'un P.N. privé, il y a lieu de considérer :

1° — La visibilité qui, sauf cas exceptionnels à soumettre à la Direction des Installations Fixes, ne doit pas être inférieure aux minima suivants :

- a) P.N. pour piétons : 8 secondes à la clôture du chemin de fer ou à 2 m du rail si la clôture est plus éloignée.
- b) P.N. pour voitures : 20 secondes à 5 m du rail le plus proche.

Ces durées doivent être calculées en fonction de la vitesse maximale des trains circulant sur la ligne.

2° — La situation (proximité des autres P.N., des P.S. et P.I., d'une gare, etc.) ;

3° — L'intérêt présenté pour le demandeur ;

4° — L'intensité de la circulation ferroviaire.

En principe, on ne doit donner un avis favorable à une demande de création de P.N. privé qu'à titre exceptionnel, par exemple en cas de modification des lieux, de regroupement de propriétés ou de création d'une industrie nouvelle justifiant le passage projeté.

L'examen d'une telle demande peut être fait dans un sens beaucoup plus large lorsqu'il s'agit d'un P.N. situé sur une ligne non parcourue par des trains de voyageurs et dont les conditions d'exploitation apparaissent comme devant être définitives.

#### **article 6 ◆ Travaux à réaliser et dépenses correspondantes.**

Pour tout nouveau P.N. à créer, il y a lieu de prévoir dans les voies la pose de contre-rails sur une longueur suffisante pour permettre l'exécution de la chaussée indispensable à la traversée des voitures ou piétons. La pose de ces contre-rails, ainsi que les travaux d'exécution de la chaussée dans les emprises du chemin de fer sur toute la longueur entre barrières, sont obligatoirement exécutés par la S.N.C.F. Dans le cas où il est prévu une guérite-abri pour le gardiennage, cette installation ne peut être réalisée dans les emprises du chemin de fer qu'en accord avec la S.N.C.F.

Le pétitionnaire doit prendre l'engagement de rembourser les dépenses engagées par la S.N.C.F. à l'occasion des travaux exécutés par elle. Ces dépenses doivent normalement comporter les frais éventuels de surveillance des travaux effectués par le permissionnaire lui-même ainsi que les majorations d'usage pour frais généraux et taxes fiscales.

Le montant du détail estimatif des travaux doit être versé par le pétitionnaire sous forme de provision, avant tout commencement d'exécution. Le règlement définitif intervient dès la fin des travaux.

Si la transformation d'un P.N. public en P.N. privé présente un intérêt pour la S.N.C.F., la concession peut être accordée à titre entièrement gratuit.

#### **article 7 ◆ Entretien des installations.**

Toutes les installations situées entre les barrières ou, à défaut de barrières ou de portillons, sur le domaine ferroviaire sont obligatoirement entretenues par la S.N.C.F.

Il en est de même des dispositifs d'annonce des trains, quels qu'ils soient.

**article 8 ◆ Gardiennage.**

Lorsque le P.N. privé comporte un gardiennage, toute personne, expressément déléguée par le concessionnaire pour l'ouverture et la fermeture des barrières, doit connaître les règlements concernant le service des P.N. de façon à pouvoir prendre les mesures de protection nécessaires au cas où la circulation des trains serait susceptible d'être entravée ou gênée par un obstacle quelconque résultant de l'utilisation dudit P.N.

Elle doit à cet effet être agréée par la S.N.C.F.

**article 9 ◆ Redevances.**

Le concessionnaire d'un P.N. privé doit verser à la S.N.C.F., annuellement et d'avance :

- 1° — Une redevance pour occupation du domaine public du chemin de fer,
- 2° — Une redevance forfaitaire pour frais d'entretien.

Les taux de ces redevances sont donnés au barème RCF 311 e n° 63. Toutefois, la redevance forfaitaire pour frais d'entretien peut, en raison de dispositions locales particulières, être différente des taux fixés par le barème et qui ne comprennent pas l'entretien des dispositifs d'annonce qui pourraient exister.

En cas de variation dans les prix des tarifs de transport de marchandises en général, les redevances sont modifiées dans la même proportion que les prix de ces tarifs. Cette modification n'est applicable que pour les redevances dues au titre de l'année suivant celle dans laquelle elle s'est produite.

Lorsqu'il s'agit de la transformation d'un P.N. public en P.N. privé, le concessionnaire est exonéré des redevances d'occupation du domaine public ou d'entretien, la transformation du P.N. présentant un intérêt pour la S.N.C.F.

**CHAPITRE 3****PROCÉDURE****article 10 ◆ Dossier à établir.**

Toute demande de concession de P.N. privé donne lieu à établissement d'un dossier comportant :

- un plan au 1/1000° ;
- un projet de convention signé par le pétitionnaire ; s'il s'agit de la création proprement dite d'un P.N. privé, ce projet est établi conformément au modèle donné à l'**Annexe 1**, par contre dans le cas de la transformation d'un P.N. public en P.N. privé le projet est établi selon le modèle donné à l'**Annexe 2** ;
- une fiche donnant les caractéristiques du P.N. ; le modèle de cette fiche est donné à l'**Annexe 3**.

**article 11 ◆ Classement du P.N.**

S'il estime qu'une suite favorable peut être réservée à la demande, le Service Régional établit dans les conditions prévues à la Notice Technique VB 62 d n° 1, un projet d'arrêté préfectoral de classement en 4<sup>e</sup> catégorie et l'adresse au Préfet en même temps qu'un exemplaire du projet de convention.

**article 12 ◆ Régularisation de la Convention.**

Après signature de l'arrêté préfectoral de classement, le Service Régional régularise la convention passée avec le permissionnaire. Cette convention ne devient définitive qu'après son approbation par les Services du Ministère chargé des transports. A cet effet, cette convention est portée sur l'état des autorisations accordées à titre provisoire pendant le semestre pour des installations établies sur le domaine public du chemin de fer.

Cet état dressé sur imprimé 0.018.0790 conforme à l'**Annexe 4** est adressé à M. le Secrétaire Général (Domaine) le 10 janvier et 10 juillet de chaque année. Il est considéré comme approuvé par le Ministre chargé des transports si aucune observation n'a été faite à son sujet dans un délai de trois mois.

Le Directeur Général,  
**R. GUIBERT.**

## ANNEXE 1



## CONVENTION

Région d .....

Ligne de .....

à .....

relative à la création

du P.N. privé n° ..... au km .....

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer Français, Société Anonyme, dont le siège est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88, représentée par M. ....  
 auquel des pouvoirs spéciaux ont été donnés à cet effet.

d'une part,

Et .....

, demeurant à .....

d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La S.N.C.F. accorde en ce qui la concerne et sous réserve de l'approbation par l'Administration Supérieure à partir de ce jour, avec faculté respective pour chacune des parties de faire cesser l'effet des présentes à toute époque, sur simple préavis de deux mois donné par lettre recommandée et sans indemnité, ni dédommagement quelconque pour le permissionnaire,

à .....

....., ce qui est accepté par } lui (1).  
 ..... elle.

L'autorisation, à titre de tolérance simple et précaire,

{ d'utiliser (1)  
 { d'établir un passage à niveau privé provisoire pour { piétons (1)  
 { voitures

à la traversée de la ligne de ..... à .....  
 (km ..... ) aux abords de la station de .....  
 pour permettre à M. .... exclusivement ou à  
 son préposé d'accéder de ..... situé côté .....  
 du chemin de fer, à ..... situé du côté opposé  
 du chemin de fer.

(1) Ce passage à niveau comportera deux { barrières fermant à clé (1)  
 { portillons fermant à clé,  
 installés dans les clôtures du chemin de fer, des contrerails et un empiérement sommaire à la traversée de la voie ferrée (1).

(1) Ce passage à niveau ne comportera pas de { barrières (1)  
 { portillons

Cette autorisation est consentie aux charges et conditions suivantes que M. ....  
 ..... sera tenu d'exécuter, indépendamment et en sus de celles que pourrait imposer l'Administration Supérieure  
 relativement à { l'utilisation (1)  
 { l'établissement du P.N.

1° — De se conformer aux lois et règlements sur la police des chemins de fer et aux instructions de la S.N.C.F. et (1)  
 notamment de faire agréer par cette dernière, la ou les personnes expressément déléguées, à l'exclusion de  
 toutes autres, pour l'ouverture et la fermeture des barrières.

2° — De verser, à titre d'acompte, avant tout commencement des travaux, une somme égale au montant des dépenses  
 prévues, soit ..... correspondant à ..... (mentionner les travaux) .....  
 et y compris les frais de surveillance et majorations pour frais généraux et charges fiscales.

Le règlement définitif interviendra lorsque les dépenses réellement effectuées auront été déterminées après  
 achèvement des travaux, compte tenu des frais généraux et incidences fiscales en vigueur. Le cas échéant, le trop-  
 perçu sera remboursé au permissionnaire.

◆ (1) Rayer la mention inutile.



3° — De conserver à sa charge les risques de dégradations de toute nature que les installations du passage à niveau pourront courir par suite de la circulation des trains ou de tout autre fait du chemin de fer : de les assurer contre lesdits risques, si elle le juge à propos ; en tout cas de ne pouvoir, de ce chef, réclamer contre la S.N.C.F. aucune espèce d'indemnité quand bien même, des dégradations qui seraient ainsi survenues, résulterait une interruption plus ou moins longue dans l'usage du P.N.

4° — D'assumer l'entière responsabilité des dommages ou accidents de toute nature qui pourraient être occasionnés au chemin de fer ou à son matériel du fait de l'établissement, de l'existence ou de l'usage du passage à niveau et de rembourser la S.N.C.F., à présentation des factures, avec majoration pour frais généraux d'usage et avec les taxes fiscales correspondantes, le coût en principal et accessoires des réparations.

5° — De dégager entièrement la S.N.C.F. de la responsabilité des accidents et dommages de toute nature qui pourraient être causés à lui-même, ses préposés ou aux tiers du fait de la consistance, l'existence et l'utilisation dudit passage ainsi que de la manœuvre des barrières et de la garantir entièrement en cas de recours exercé à quelque titre que ce soit. L'utilisation du P.N. se fera entièrement aux risques et périls des usagers.

(1) La responsabilité de la S.N.C.F. sera dégagée en particulier, dans le cas d'accidents résultant du mauvais fonctionnement des appareils d'annonce, bien qu'ils soient entretenus par ses soins.

6° — De ne pouvoir, de condition expresse, céder son droit aux présentes et autrement en disposer.

7° — De modifier ou déplacer les installations dudit passage, à ses frais, majorations pour frais généraux et taxes fiscales comprises à quelque époque et pour quelque cause que ce soit, sans pouvoir prétendre à aucune espèce d'indemnité si la S.N.C.F. juge à propos d'exiger cette modification ou ce déplacement.

8° — De rembourser les dépenses de toute nature, majorations pour frais généraux et taxes fiscales comprises, engagées par la S.N.C.F. pour l'enlèvement des installations et rétablissement des clôtures du chemin de fer dans leur situation primitive, pour la date à laquelle la présente convention prendra fin.

9° — Le bénéficiaire paiera à la S.N.C.F., annuellement et d'avance une redevance forfaitaire dont le montant hors taxe, qui sera majoré de la T.V.A., est calculé sur les éléments suivants :

a) Occupation du domaine public .....	F
b) Entretien des installations .....	F
Soit au total .....	F

Ces redevances seront payables d'avance le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, sur mémoire dressé par la S.N.C.F.

En cas de variation dans les prix des tarifs de transports des marchandises en général les redevances forfaitaires seront modifiées dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification ne sera applicable que pour les redevances dues au titre de l'année suivant celle dans laquelle elle s'est produite.

Exceptionnellement, pour la période à courir de ce jour au 31 décembre mil neuf cent .....  
M. .... paiera une redevance spéciale fixée à ..... qui sera exigible aussitôt après la régularisation des présentes.

En cas de résiliation, seule la redevance de précarité pour occupation du domaine public restera acquise à la S.N.C.F. quelle que soit l'époque de l'année à laquelle la convention aura pris fin. La redevance pour l'entretien des installations donnera lieu à remboursement partiel au permissionnaire au prorata des mois complets de jouissance supprimée.

10° — La présente convention est dispensée du droit de timbre et de la formalité de l'enregistrement. Toutefois, si l'une des parties entendait la soumettre à l'enregistrement, la charge du droit lui incomberait.

Les impôts de toute nature afférents aux installations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des emprises du Chemin de fer, incombent au bénéficiaire qui est chargé de faire en temps utile toutes déclarations exigées par les lois et règlements existants et ceux qui pourraient être mis en vigueur ultérieurement.

Fait en double exemplaire, dont un pour chacune des parties.

Paris, le .....

Le Bénéficiaire,

Pour le Directeur Général de la S.N.C.F.,

Par délégation :



## ANNEXE 2

S.N.C.F.

Région d .....

## CONVENTION

relative à la :

Ligne de .....

à .....

P.N. n° .....

km .....

transformation du P.N. public (gardé ou non gardé) (1)

pour voitures et piétons en P.N. privé pour voiture et piétons (1)

ou privé pour voitures et public pour piétons (1)

ou privé pour voitures (1)

ou privé pour piétons (1)

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer Français, Société Anonyme, dont le siège est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88, représentée par M. ....  
 auquel des pouvoirs spéciaux ont été donnés à cet effet.

d'une part,

et .....  
 ..... , demeurant à .....

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La S.N.C.F. accorde en ce qui la concerne et sous réserve de l'approbation de l'Administration Supérieure, à partir de ce jour, avec faculté respective pour chacune des parties de faire cesser l'effet des présentes à toute époque, sur simple préavis de deux mois donné par lettre recommandée, à .....  
 ..... , ce qui est accepté par lui (ou eux).

L'autorisation à titre de tolérance simple d'utiliser le P.N. .... pour (voitures, piétons) à la traversée de la ligne de ..... à ..... (km ..... ) pour permettre à M. ....  
 exclusivement ou à ses (ou leurs) préposés d'accéder à ses (ou leurs) propriétés situées de part et d'autre du chemin de fer.

La dénonciation de la présente par le (ou les) permissionnaire, entraînera de fait et sans autre formalité la suppression pure et simple du passage à niveau devenu inutile sans que l'intéressé (ou les intéressés) puisse prétendre à indemnité, ni dédommagement quelconque.

Ce passage à niveau comportera deux barrières ou deux portillons fermant à clé installés dans les clôtures du chemin de fer, des contrerails et un empiérement à la traversée de la voie ferrée (les barrières seront installées gratuitement par la S.N.C.F. s'il s'agit d'un P.N. non gardé).

(2) Les installations d'annonce automatique des trains existantes seront laissées en place et leur entretien assuré par les soins et à la charge de la S.N.C.F.

M. .... s'engage(nt) à signaler à la gare de ..... tout dérangement éventuel de l'annonce automatique des trains côté ..... et reconnaît(ssent) que la S.N.C.F. ne pourrait être, en aucun cas, tenue pour responsable d'un non-fonctionnement de ces installations laissées seulement à titre de surcroît de précaution.

Cette autorisation est consentie aux charges et conditions suivantes que M. .... sera(ont) tenu(s) d'exécuter, indépendamment et en sus de celles que pourrait imposer l'Administration Supérieure dans les décisions administratives qui interviendront pour autoriser l'utilisation du P.N.

1° — De se conformer aux lois et règlements sur la police des Chemins de fer et aux instructions de la S.N.C.F.

2° — De ne pouvoir réclamer aucune indemnité à la S.N.C.F. dans le cas où, des dommages ayant été causés aux installations du Chemin de fer, pour quelque cause que ce soit, il en résulterait des difficultés de franchissement ou une interception plus ou moins longue dans l'usage du passage à niveau.

◆ (1) Rayer la mention inutile.

◆ (2) A rayer éventuellement.

- 3° — D'assurer, sauf en cas de faute lourde de la S.N.C.F., l'indemnisation de dommages qui pourraient être occasionnés à cette dernière, du fait de l'utilisation du P.N. et de rembourser à la S.N.C.F. à présentation des factures, avec majoration pour frais généraux d'usage et avec les taxes d'Etat correspondantes, le coût en principal et accessoires des réparations.
- 4° — De ne pas rechercher la responsabilité de la S.N.C.F. dans le cas où il serait victime d'un accident non imputable à une faute lourde de cette dernière et de la garantir contre toute action qui serait exercée contre elle à la suite d'un accident causé à la personne ou aux biens des préposés du bénéficiaire de l'autorisation ainsi qu'à la personne ou aux biens des tiers, du fait de la consistance, de l'existence ou de l'utilisation du passage à niveau.
- 5° — De ne pouvoir, de condition expresse, céder son droit (ou leur droit) aux présentes et autrement en disposer.
- 6° — De ne pouvoir prétendre à aucune espèce d'indemnité si la S.N.C.F. juge à propos de modifier ou déplacer les installations dudit passage à niveau.
- 7° — La concession du passage à niveau est faite à titre entièrement gratuit et la (ou les) concessionnaire(s) sera(ont) exonéré(s) de toute charge pour redevance d'entretien ou d'occupation du domaine public. Les frais d'impression des Arrêtés préfectoraux modifiant le classement du P.N. seront à la charge de la S.N.C.F.
- 8° — En cas de résiliation du présent traité, la S.N.C.F. fera son affaire de la suppression des installations, de la remise en état des clôtures du chemin de fer (de la dépose éventuelle des annonces automatiques). Aucune indemnité ne sera réclamée de ce fait au permissionnaire.

La présente convention est dispensée du droit de timbre et de la formalité de l'enregistrement. Toutefois, si l'une des parties entendait la soumettre à l'enregistrement, la charge du droit lui incomberait.

Fait en double exemplaire, dont un pour chacune des parties.

Paris, le .....

Le Bénéficiaire,

Pour le Directeur Général de la S.N.C.F.,  
Par délégation :



## ANNEXE 3

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région d .....  
 Ligne de .....  
 Section de .....

DEMANDE DE CRÉATION D'UN P.N. PRIVÉ POUR ..... N° ..... AU KM

par .....  
 à .....

## Caractéristiques du P.N.

## I — Renseignements sur la chaussée.

- a) nature .....  
 b) largeur .....

empierrement (1)  
 pavage  
 terre

## II — Visibilité (à exprimer en mètres et en secondes, compte tenu de la vitesse limite que peuvent réaliser les trains) (2).

- a) Pour un observateur se trouvant à 5 m (distance ramenée à 2 m pour les P.N. pour piétons) du rail le plus proche.

- 1° — du côté impair { vers .....  
                                   vers .....  
 2° — du côté pair { vers .....  
                                   vers .....

..... m ..... s (3)  
 ..... m ..... s  
 ..... m ..... s  
 ..... m ..... s

- b) Le brouillard est-il fréquent et quelle est son intensité ? .....

## III — Circulation ferroviaire.

- a) Nombre de voies .....  
 b) Vitesse maximale des circulations sur la ligne où se trouvera le P.N. ....  
 c) Intensité de la circulation dans chaque sens par 24 h.

sens impair .....  
 sens pair .....

- Nombre de trains réguliers { sens impair .....  
   sens pair .....  
 Nombre de trains facultatifs { sens impair .....  
   sens pair .....

## IV — Installations à prévoir par le chemin de fer.

- a) Le P.N. sera-t-il muni de barrières, de portillons ? .....  
 b) Quel sera le type des barrières et leur longueur ? (roulantes, pivotantes, oscillantes, etc.) .....  
     Quel sera le type des portillons et leur longueur ? (pivotants, tourniquets) ..  
 c) Qui sera chargé du gardiennage (s'il y a lieu) .....  
 d) Y aura-t-il un dispositif d'annonce des trains ? Si oui, lequel ? .....  
     Quelle sera la distance d'annonce réalisée et la durée correspondant pour les trains les plus rapides .....  
 e) .....

◆ (1) Biffer les indications qui ne conviennent pas.

◆ (2) Y compris les autorails.

◆ (3) Délais calculés avec la vitesse maximale pratiquée sur la ligne.

## V — Renseignements divers.

- |   |                        |
|---|------------------------|
| a) Distance de la traversée la plus proche du point où est envisagé le P.N. ....  | ..... m par P.N., P.S. |
|   | P.I. (1) vers .....    |
|   | ..... m par P.N., P.S. |
|   | P.I. vers .....        |
| b) Longueur du trajet dont le bénéficiaire du P.N. fera l'économie .....  | .....                  |
| c) Distance, le cas échéant, des trottoirs voyageurs ou aiguilles de la gare voisine s'il y a lieu .....  | ..... m vers .....     |
| d) Installations à desservir de part et d'autre de la ligne. $\left\{ \begin{array}{l} \text{côté impair} \\ \text{côté pair} \end{array} \right.$ .....                        | .....                  |
| e) Autres avantages que le bénéficiaire retirera de l'installation, s'il y a lieu, avec justifications .....  | .....                  |
| f) Fait nouveau qui motive la demande de P.N. ....  | .....                  |
| g) Nature des circulations qui emprunteront le P.N. : véhicules automobiles ordinaires, convois agricoles, fardiers, engins à chenilles, matériel de travaux publics, etc. .... | .....                  |



ANNEXE 4

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS

Région d .....

# ÉTAT DES AUTORISATIONS

accordées, à titre provisoire,

pendant le ..... semestre 197 ...

pour des installations à **usage privé**

établies sur le domaine public du chemin de fer

Application de la circulaire ministérielle du 1<sup>er</sup> mai 1923

(Etat à fournir à M. le Secrétaire Général (Domaine) les 1<sup>er</sup> janvier et 1<sup>er</sup> juillet)

Dressé le .....

par le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

Présenté le .....

par .....

- Feuilles 1, 2 et 3 : Destinés au Secrétariat Général (Domaine).  
— Feuille 4 : Conservé au Service VB.

Etat des autorisations accordées, à titre provisoire,  
pour des installations à usage privé pendant le ..... semestre 19...  
(I.G. VB 10 b chap. 4 — I.G. VB 62 a n° 1)

0.018.0790

